



PROPOSITION STAGE DE MASTER 2

La transition écologique à l'épreuve du travail.
Étude de la planification écologique au prisme de la protection de la nature et de l'emploi

CONTEXTE

L'objectif de transition écologique est prégnant dans les agendas politiques nationaux et transnationaux tant et si bien qu'un difficile mais effectif consensus politique se profile sur le sujet. Ces accords politiques s'appuient sur de nombreux rapports techniques pointant les secteurs économiques à fort impact qu'il s'agirait de transformer voire de supprimer en priorité. La transition pourrait ainsi avoir des effets majeurs sur l'économie, autant en termes de transformation des métiers, que de création ou de suppression. Au-delà des discours, une telle transition suppose un portage politique, d'importants investissements et une coordination collective ce qui peut expliquer le retour à l'agenda de la notion de « planification » au sein de cette communauté épistémique. Les implications politiques et administratives d'un tel changement de cap restent nébuleuses, autant au niveau de la planification qui pourrait renaître de ses cendres qu'au niveau de l'implication des entreprises privées.

Le stage s'inscrit dans le cadre de la construction d'un projet collectif sur la tension et les contradictions entre l'emploi et l'environnement. Le projet, en cours de construction, fera l'objet d'une candidature à l'ANR AAP 2024.

OBJECTIF DE L'ÉTUDE

La littérature émergente sur le sujet avance que la transition écologique nécessite une transformation profonde du système productif qui requiert une importante coordination et planification (Meda et al., 2020)¹. L'objectif de transition écologique semble ainsi faire émerger un nouvel âge de la planification. En France, un secrétariat à la planification écologique a été mis en place en 2022 et vient de publier sa feuille de route. Autre exemple : le projet de loi Industrie verte se veut un programme de réindustrialisation de la France qui affiche un double objectif de transition écologique et de plein emploi.

L'objectif du stage sera de mener une enquête de terrain afin d'analyser les contours et le contenu de la « planification écologique » telle que portée par le gouvernement et d'identifier les acteurs mobilisés par ce programme. L'enquête s'attachera ainsi à produire une sociologie de l'action publique en matière de planification écologique. Il s'agira d'enquêter sur les institutions impliquées (administrations, agences et représentants de groupes sociaux), les dispositifs de négociations (consultation, comités, etc.), les doctrines affichées ainsi que l'instrumentation de l'action publique qui en découle (loi, mécanisme de financement, etc.).

Le stagiaire jouera un rôle important dans le projet en conduisant ce qui sera son enquête préliminaire. Cette première étude permettra d'éprouver nos hypothèses et les orientations du projet.

¹ Dominique Méda, Isabelle Ferreras et Julie Battilana, Manifeste Travail : démocratiser, démarchandiser, dépolluer, Le Seuil, 2020.

METHODE

L'approche privilégiée sera une enquête qualitative auprès des membres des administrations et des agences (OFB, Ademe). L'étudiant.e procèdera à une analyse de la littérature grise qui sera confrontée à des entretiens semi-directifs. Selon les opportunités, l'étudiant.e profitera de scènes d'observation dans des journées d'étude et des séminaires se tenant à Paris.

CARACTERISTIQUES DU STAGE

Disciplines concernées : sociologie, sciences politiques, sciences de l'environnement

Durée et conditions des stages : 6 mois (début entre février et avril, dates adaptables), 35h/semaine

Stages et missions indemnisés par le MNHN au barème de la fonction publique en vigueur.

Structure d'accueil : CESCO (MNHN/CNRS/ SU), Paris 5^{ième}.

Encadrement : Fanny Guillet (chargé de recherche CNRS, CESCO) et Jean-Marie Pillon (Maître de conférences Université Paris Dauphine-PSL, IRISSO).

PROFIL RECHERCHE

Master 2 Sociologie, sciences politiques, ou en sciences sociales appliquées à l'environnement. Une expérience ou une appétence pour la conduite d'enquête est attendue, ainsi que pour la communication et la rédaction scientifique. Un intérêt et une culture sur les questions de travail, d'emploi d'une part, et de transition écologique d'autre part seront appréciés.

ENVOI DES CANDIDATURES

Merci d'envoyer par email vos CV, relevé de notes de M1 et une lettre de motivation dans laquelle le candidat ou la candidate exposera son intérêt pour la thématique et en quoi sa formation et son parcours lui semblent appropriés, avant **le 10 février 2024** :

Fanny Guillet, fanny.guillet@mnhn.fr Jean-Marie Pillon, jean-marie.pillon@dauphine.psl.eu